



Flash Info

20 février 2025

## **L'Europe à la croisée des chemins : le confort de la vassalisation ou les exigences de la liberté et de la démocratie ?**

En ce début d'année 2025, l'Europe est à la croisée des chemins. Regarde-t-elle passer les trains qui, de Munich à Kiev, de l'ancienne Thulé (Groenland) au nouveau port chinois du Pirée, en mer Egée, sillonnent son territoire ou bien choisit-elle de faire entendre sa voix, pour peser sur les options géostratégiques qui risquent, à défaut, de se négocier sans elle ? La question dépasse singulièrement les enjeux - pourtant pas minces - du règlement du conflit né de l'agression russe en Ukraine. Elle concerne l'avenir de l'Europe entre les empires américain, russe et chinois.

A la Conférence de Munich sur la sécurité, le 13 février 2025, le vice-président américain, J.D. Vance, était attendu sur le dossier ukrainien. Il a préféré donner aux Européens une humiliante et contestable leçon sur la démocratie, la liberté d'expression, épousant les vues des partis extrémistes européens, leçon qu'il aurait mieux fait de réserver à Vladimir Poutine !

C'est en réalité à une véritable guerre idéologique et culturelle que livre Trump en stigmatisant le soi-disant refus qu'opposerait l'Europe à la liberté d'expression en raison de la légitime régulation dont elle use pour contenir les paroles de haine, de mensonge et le déversement des fakes news sur les réseaux sociaux. En cause aussi, le soi-disant refus de la liberté religieuse dû au principe de laïcité, plus particulièrement chez nous, en France.

Exactement au même moment, la Maison Blanche suspend *sine die* l'accréditation de la grande agence de presse *Associated Press* au motif futile et disproportionné que l'agence refuse d'acter le changement unilatéral de dénomination du *Golfe du Mexique* en *Golfe d'Amérique*. Où est la liberté d'expression, M. Trump ?

Sur la liberté religieuse, chacun sait que notre loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'Etat est d'abord et avant tout une loi de liberté, celle de croire et de ne pas croire. Elle pose la neutralité de l'Etat et les seules interdictions qu'elle comporte sont celles visant à empêcher qu'une croyance s'impose aux consciences. L'obligation est précisément définie « dans l'intérêt de l'ordre public » ajoute l'article 1<sup>er</sup> de la loi.

Militairement, Trump demande aux Européens de payer leur part dans la protection et la défense qui leur sont proposées. Pourquoi pas ? Mais rien à voir avec l'indépendance de l'Europe. Participer au coût du bouclier militaire de l'OTAN, ce sera, selon Trump, pour « acheter américain ». D'ailleurs, de ce point de vue, ce n'est pas très nouveau ; les Allemands ont, jusqu'à présent, toujours préféré les avions de combat américains plutôt que ceux produits par l'industrie européenne, en s'imaginant qu'acheter des armes américaines était la meilleure garantie du maintien de leur sécurité par les Etats-Unis.

Face à cette situation, on peut choisir de faire le gros dos en laissant passer l'orage. C'est une option, celle du confort et de la soumission, en espérant que le suzerain ne lâchera pas son vassal en allant guerroyer du côté de l'océan Pacifique.

Ce n'est pas le choix du Pacte civique. Nous allons devoir faire face. Trump et Musk veulent nous inféoder, stratégiquement, industriellement, numériquement, et culturellement, en érigeant la puissance et le droit à l'égoïsme comme nouveaux fondements du « droit » international<sup>1</sup>.

Il est à craindre que ce changement soit durable. **Une époque s'achève et un autre monde apparaît. A l'objectif de bien-être et de liberté qui a mobilisé les sociétés occidentales se substitue la réalité de l'autorité et de la puissance. Ce dont l'Europe et l'Union européenne ne peuvent faire l'économie.**

Comme l'écrivait le général Perruche en octobre dernier, « l'autonomie stratégique des pays européens ne peut qu'être proportionnelle à leur puissance et leur puissance ne peut se renforcer que par leur union »<sup>2</sup>.

**A court terme, aider à renforcer la capacité de négociation de Kiev et refuser un accord négocié au-dessus de sa tête**

Il faut poursuivre et concrétiser la voie ouverte le 13 février par les Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de l'Italie et de la Pologne et du Royaume-Uni relative à l'Ukraine : « Nous nous engageons à défendre son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale face à la guerre d'agression de la Russie ». A cet égard, il serait bienvenu que ces Ministres se rendent à Kiev le 24 février prochain, troisième anniversaire de l'attaque russe, comme le propose Raphaël Glucksman à juste titre. Mais cela suppose surtout que ces Ministres se rendent rapidement en capacité **d'envoyer à l'Ukraine les armes qui risquent de leur faire défaut, afin de renforcer la capacité de négociation de son Président, qui doit pouvoir refuser un accord conclu au-dessus de sa tête.** Cela suppose, si besoin, d'envoyer des troupes là-bas, à hauteur au moins des effectifs nord-coréens mobilisés par la Russie.

---

<sup>1</sup> Ayn Rand : La vertu d'égoïsme, 1964. Traduction 1993, Les Belles lettres, collection « Iconoclastes.

<sup>2</sup> Lettre d'Euro Défense-France N°86.

Parallèlement, les leaders politiques en Europe, et particulièrement en France, doivent porter une parole forte visant à éveiller les consciences de leurs peuples.

Il faut aussi que la société civile européenne entre à sa manière en résistance et s'organise à cet effet : boycott produits ou services sensibles au portefeuille de l'équipe actuelle, accueil de chercheurs ou fonctionnaires chassés de leur poste, réduction volontaire des voyages aux Etats-Unis par exemple.

### **Plus généralement, l'Europe va devoir s'unir et trouver de nouveaux alliés.**

Pour cela, il va falloir mieux comprendre le Sud global, et peut-être trouver de nouvelles formes de coopération avec les Etats-Unis en prenant en compte leur intérêt pour la zone pacifique.

Sans oublier que **nous ne serons pas en sécurité tant que la Russie ne sera pas (re)devenue une démocratie**. Ce devrait être le but explicite de notre politique étrangère, trop soumise à l'idée que ce pays ne peut pas l'être et respectant finalement un dirigeant qui ne le mérite pas. Qui voyait la chute du communisme quelques années avant qu'elle ne se produise ? N'est-ce pas ce même aveuglement qui nous fait croire que la Russie ne sera jamais démocratique ? En réalité, **il faudrait que la Russie perde pour que la Russie change**<sup>3</sup>. Comme ce fut le cas en 1945 pour l'Allemagne et le Japon.

Mais alors, au vu de liens pro-atlantistes de nombreux Etats européens, il faudra que certains abandonnent cette posture. Que l'Union européenne dans son ensemble prenne le relai. A défaut, il nous faudra, avec pragmatisme, rassembler tous ceux qui sont prêts à se passer de la protection américaine. Cela en utilisant ou en adaptant le cadre institutionnel de l'UE notamment en matière de « coopération renforcée », pour la politique étrangère, et en intensifiant la « coopération structurée permanente » mise en œuvre depuis 2017 en matière de défense qui gère déjà une quarantaine de projets communs.

### **Tout ceci implique des actions fortes et courageuses bousculant le cadre institutionnel de l'UE. Y sommes-nous prêts ?**

Le chemin n'est pas évident car l'Europe s'est tout d'abord définie comme un projet d'intégration et de solidarité qui n'a pas d'équivalent dans le monde, Elle s'est voulue vecteur de prospérité, de la paix et de démocratie. Elle s'est construite sur le rejet de la force et sur la pertinence d'un modèle social protecteur. D'une certaine manière, au moment où elle a en grande partie réussi, elle découvre que le monde n'est pas à son image et elle en redécouvre toute la violence avec l'agression russe et les menaces de Trump.

Elle redécouvre aussi la fragilité de son modèle économique et social : une protection sociale assurée à la fois par des prélèvements sur l'emploi, part salariée comme part patronale, et sur

---

<sup>3</sup> Michail Chickine, La paix ou la guerre, 2023, Les éditions Noir et blanc

le capital investi, c'est-à-dire au total sur les piliers de la production. Par ailleurs, dans un continent qui est, démographiquement vieillissant, les coûts de santé et de dépendance vont croître très fortement. Dans notre pays ils sont largement financés par l'endettement dans une sorte de confort anesthésiant. Prenons également à bras le corps la question de l'immigration, à la fois nécessité économique et principal terreau sur lequel prospèrent les mouvements populistes.

### **Les atouts d'une Europe-puissance**

Ne nous y trompons pas ; nous sommes bien à la croisée des chemins. Nous avons des atouts. **Nous disposons d'un marché solvable d'un demi-milliard de consommateurs au potentiel éducatif et culturel élevé.** Il s'agit là d'une puissance réelle qu'il faut mobiliser. Elle permet de faire appliquer nos lois pour protéger nos citoyens. L'affirmation d'une Europe-puissance passe à la fois par la maîtrise du contrôle de nos frontières et par les investissements en commun dans les technologies de l'espace, de la défense, de l'intelligence artificielle et de la décarbonation. Elle nous permettra de ne pas céder aux injonctions explicites ou implicites des trois empires qui n'ont de cesse de démanteler nos systèmes de protection et les grands principes de notre démocratie. C'est au contraire le moment de les renforcer.

**La Commission européenne doit faire preuve de force de caractère.** Elle doit la trouver, ou les Etats et le Parlement européen devront l'y contraindre. C'est un sujet existentiel. Pour cela, sachons résister aux démons de la division ; contournons-les en créant des alliances : France, Allemagne, Pologne, Espagne.

On dit souvent que l'Europe ne se construit que dans les crises. Il est encore temps de le vérifier.

-----

Merci d'avoir lu notre Flash Infos

Merci encore plus de réagir à ce texte,  
Et de nous écrire vos réactions, qui dans la période actuelle sont essentielles pour nourrir notre réflexion sur la Démocratie !  
Pour ce faire, adressez - nous votre réponse en cliquant sur le lien ci -dessous : [contact@pacte-civique.org](mailto:contact@pacte-civique.org)

ou directement dans l'espace commentaire de notre site internet : [L'Europe à la croisée des chemins : le confort de la vassalisation ou les exigences de la liberté et de la démocratie ?](#)

Ensemble restons fidèles à nos valeurs !